

MEMORIAL

DU



Memorial

DES

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG.

Großherzogthums Luxemburg.

MERCREDI, 21 décembre 1887. M 64. Mittwoch, 21. Dezember 1887.

Loi du 14 décembre 1887, autorisant la cession gratuite à la commune de Dalheim d'une parcelle de terre appartenant au douaire curial dudit lieu.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 29 novembre dernier et celle du Conseil d'État du 9 décembre ct., portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Est autorisée la cession gratuite à la commune de Dalheim d'une parcelle de terre d'une contenance de trois ares soixante et un centiares, appartenant au douaire curial de Dalheim et destinée à être incorporée au cimetière de cette section.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 14 décembre 1887.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.*

Gesetz vom 14. Dezember 1887, wodurch die unentgeltliche Abtretung einer dem Witthum der Pfarrei Dalheim gehörigen Land-Parzelle an die Gemeinde Dalheim gestattet wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 29. November letztthin, und derjenigen des Staatsrathes vom 9. d. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Die unentgeltliche Abtretung einer dem Witthum der Pfarrei Dalheim gehörigen Land-Parzelle von drei Ares einundsechzig Centiares an die Gemeinde Dalheim ist behufs Erweiterung des Kirchhofs genannter Sektion gestattet.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Am Loo, den 14. Dezember 1887.

Wilhelm.

*Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.*

Loi du 14 décembre 1887, portant des dispositions additionnelles à la loi organique sur la Caisse d'épargne.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu les lois des 21 février 1856 et 28 décembre 1858, concernant l'organisation d'une Caisse d'épargne ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 29 novembre dernier et celle du Conseil d'État du 9 décembre courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer, sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leurs maris.

Art. 2. L'opposition prévue à l'article précédent sera portée devant le juge de paix, qui pourra la confirmer ou la lever en donnant l'autorisation de retrait, les parties entendues ou appelées.

Cette décision peut être frappée d'appel devant la Chambre du conseil, lorsque la valeur de l'objet contesté excède les limites de la compétence du juge de paix. L'appel sera fait au greffe du tribunal, qui fera paraître les parties par lettres chargées.

Gesetz vom 14. Dezember 1887, verschiedene Zusatzbestimmungen über die Organisation der Sparkasse betreffend.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau ; Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht der Gesetze vom 21. Februar 1856 und vom 28. Dezember 1858, die Organisation einer Sparkasse betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 29. November letztthin und derjenigen des Staatsrathes vom 9. d. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Minderjährigen sind ermächtigt, ohne Zuziehung ihres gesetzlichen Vertreters, Sparkassen-Livrets anzulegen. Dieselben können ohne die Intervention desselben, jedoch erst nach zurückgelegtem 16. Lebensjahre, die in diese Livrets eingetragenen Beträge zurückziehen, unbeschadet der Opposition seitens ihres gesetzlichen Vertreters.

Die verheiratheten Frauen, welches auch das System ihres Ehevertrages sein mag, sind ermächtigt, ohne den Beistand ihrer Gatten Sparkassen-Livrets anzulegen ; dieselben können, ohne diesen Beistand, die in diese Livrets eingetragenen Beträge zurückziehen, ausgenommen im Falle der Opposition von Seiten ihres Gatten.

Art. 2. Die im obigen Artikel vorgesehene Opposition wird vor den Friedensrichter gebracht werden, welcher dieselbe, nach Anhörung oder Vorladung der Parteien, bestätigen oder aufheben kann, indem er die Zurücknahme der eingezahlten Beträge ermächtigt.

Gegen diese Verfügung kann bei der Rathskammer des Bezirksgerichts Berufung eingelegt werden, wenn der bestrittene Werth über die Zuständigkeit des Friedensrichters hinausgeht. Die Berufung geschieht bei der Bezirksgerichtskanzlei, welche die Parteien durch eingeschriebene Briefe vorzuladen hat.

La procédure aura lieu sans frais; tous les actes seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Le juge de paix peut également autoriser la femme à faire des retraits de dépôts faits par le mari, lorsque celui-ci est absent, qu'il est sans domicile connu, ou qu'il est empêché de manifester légalement sa volonté.

Art. 3. Les institutions de bienfaisance et les sociétés de secours mutuels peuvent être autorisées par le Gouvernement à effectuer des dépôts à la Caisse d'épargne, comme les associations reconnues par l'État, et en opérer le retrait conformément au règlement à intervenir.

Art. 4. Des dons et legs pourront être faits au profit de la Caisse d'épargne, dans les formes et selon les règles prescrites pour les établissements d'utilité publique.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 14 décembre 1887.

GUILLAUME.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Loi du 14 décembre 1887, concernant la donation faite par les époux Dutreux-Pescatore à la ville de Luxembourg dans l'intérêt de l'établissement d'un musée d'art et de peinture.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 29 novembre dernier et celle du Conseil d'État du 9 décembre courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Die Prozedur geschieht kostenfrei; alle Akten sind stempelfrei und werden gratis einregistriert.

Der Friedensrichter kann ebenfalls die Frau ermächtigen, Einlagen ihres Mannes zurückzuziehen, falls dieser abwesend, ohne bekannten Wohnort oder verhindert ist, seinen Willen auf gesetzliche Weise kund zu thun.

Art. 3. Die Wohlthätigkeitsanstalten und die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfsvereine können von der Regierung ermächtigt werden, gleich den vom Staate anerkannten Genossenschaften selber bei der Sparkasse zu hinterlegen, sowie dieselben gemäß den Vorschriften des zu erlassenden Reglements zurückzuziehen.

Art. 4. Schenkungen und Vermächtnisse zu Gunsten der Sparkasse sind in der für die gemeinnützigen Anstalten maßgebenden Form und gemäß den dieselben betreffenden Bestimmungen zulässig.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Am Loo, den 14. Dezember 1887.

Wilhelm.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Gesetz vom 14. December 1887, betreffend die von Herrn und Frau Dutreux-Pescatore der Stadt Luxemburg gemachten Schenkung zur Erbauung eines Kunstmuseums.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 29. November leztthin und derjenigen des Staatsrathes vom 9. d. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La donation reçue par M^e Majerus, notaire à Luxembourg, le 5 novembre 1886, par laquelle M. Anguste Dutreux et Madame, née Madeleine-Élisabeth Pescatore, ont fait don à la ville de Luxembourg d'un capital de 80,000 fr. dans l'intérêt de l'établissement d'un musée d'art et de peinture, approuvée par arrêté r. g.-d. du 20 octobre 1886, est confirmée en ce qui concerne les dispositions par lesquelles les donateurs ont désigné des mandataires spéciaux.

Cette donation est affranchie du droit proportionnel d'enregistrement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 14 décembre 1887.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

Arrêté fixant le prix de la journée de travail pour l'année 1888.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE;

Attendu qu'il y a lieu de déterminer pour 1888 le prix de la journée de travail qui doit servir de base à l'application de diverses dispositions législatives;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête :

Le prix de la journée de travail est fixé pour l'année 1888 à un franc.

Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 18 décembre 1887.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Die durch den Notar Majerus in Luxemburg am 5. November 1886 aufgenommene, der Stadt Luxemburg von Herrn August Dutreux und Frau, geborene Magdalena Elisabeth Pescatore, gemachte; und durch Königl. Großh. Beschluß vom 20. October 1886 genehmigte Schenkung eines Kapitals von 80,000 Fr. behufs Errichtung eines Kunstmuseums, wird hinsichtlich der Bestimmungen, betreffend die Bestellung spezieller Verwalter, bestätigt.

Diese Schenkung ist von den Einregistrirungsgebühren befreit.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Loo, den 14. Dezember 1887.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Beschluß, wodurch der Durchschnittspreis des Arbeitslohnes für 1888 festgesetzt wird.

Der General-Director der Justiz;

In Erwägung, daß es angemessen erscheint, für das Jahr 1888 den Preis des täglichen Arbeitslohnes, welcher bei Anwendung gewisser gesetzlicher Bestimmungen als Maßstab dient, festzustellen; Nach Berathung der Regierung im Conseil;

Beschließt :

Der Preis des täglichen Arbeitslohnes ist für das Jahr 1888 auf einen Franken festgesetzt. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 18. Dezember 1887.

Der General-Director der Justiz,
P. E y s c h e n.

Avis. — Notariat.

Par arrêté royal grand-ducal du 7 décembre courant, M. Albert *Thilges*, candidat-notaire à Rollingergrund, a été nommé notaire dans le canton d'Esch-s.-l'Alz., à la résidence de Helange, en remplacement de M. *Baldauff*, décédé.

Luxembourg, le 10 décembre 1887.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Notariat.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 7. d. Mts. ist Hr. Albert *Thilges*, Notariatskandidat zu Rollingergrund, zum Notar im Canton Esch an der Alzette, mit dem Amtswohnsitz zu Helingen, in Ersetzung des verstorbenen Hrn. *Baldauff*, ernannt worden.

Luxemburg, den 10. Dezember 1887.

Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.

Avis. — Télégraphes et Téléphones.

Il est porté à la connaissance du public que les heures d'ouverture des bureaux télégraphiques et téléphoniques sont fixées comme suit:

Bekanntmachung. — Telegraph und Telephon.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß die Dienststunden der Telegraphen- und Telephonämter festgesetzt sind wie folgt:

NOMS DES BUREAUX. — Namen der Ämter.	Heures d'ouverture — Dienststunden während			
	Jours de le semaine. der Wochentage.		Dimanches et jours fériés. der Sonn- und Feiertage.	
	Matin. Vormittags.	Soir. Nachmittags.	Matin. Vormittags.	Soir. Nachmittags.
Bettembourg — Bettembourg	7-12	2-7	8-10	4-6
Clervaux — Clerv	8-12	2-7	8-10	4-6
Diekirch — Diekirch	7-	-9	8-12	3-6
Dommeldange — Dommeldingen	7-12	2-7	7-10	4-6
Echternach — Echternach	8-12	2-7	8-10	4-6
Esch-s.-l'Alzette — Esch a. d. Alzette	7-	-9	7-	-9
Ettelbruck — Ettelbrück	7-	-9	8-12	3-6
Grevenmacher — Grevenmacher	8-12	2-7	8-10	4-6
Hosingen — Hosingen	8-12	2-7	8-10	4-6
Kap — Kap	8-12	2-7	8-10	4-6
Larochette — Fels	8-12	2-7	8-10	4-6
Luxembourg-gare — Luxemburg-Bahnhof	7-	-9	7-	-9
Luxembourg-ville — Luxemburg-Stadt*)	7-	-9	7-	-9
Mersch — Mersch	8-12	2-7	8-10	4-6
Mondorf-les-Bains — Bad-Mondorf	8-12	2-7	8-10	4-6

en hiver.
im Winter.

7 h. du matin à 9 h. du soir pendant la saison des bains.
7 U. Vormittags bis 9 U. Abends während der Badefaison

*) Le bureau téléphonique central a un service permanent de jour et de nuit.

*) Das Centraltelephonamt hat vollen Tag- und Nachtdienst.

Petange — Pétingen.	8-12	2-7	8-10	4-6
Redange — Redingen	8-12	2-7	8-10	4-6
Remich — Remich	7-	-9	8-12	3-6
Rodange — Rodingen	8-12	2-7	8-10	4-6
Rumelange — Rümelingen.	8-12	2-7	8-10	4-6
Troisvierges — Uffingen	8-12	2-7	8-10	4-6
Vianden — Bianben.	8-12	2-7	8-10	4-6
Wiltz — Wiltz.	7-	-9	8-12	3-6
Boulaide — Bauschleiden	8-12	2-7	8-10	4-6
Dudelange — Düdelingen	8-12	2-7	8-10	4-6
Esch-s.-Sûre -- Esch a. d. Sauer	9-12	2-7	9-11	4-6
Grosbous — Grosbous	8-10, 10 ³⁰ -12	2-7	8-10	4-6
Junglinster — Junglinster	7-8	2 ³⁰ -7	7-8	4-6
Weiswampach — Weiswampach	9-12	3-7	9-10	4-6
Wormeldange — Wormeldingen	8 ³⁰ -9 ³⁰ , 10 ³⁰ -12	2-7	8-10	4-6
Sæul — Säul.	—	5-7	—	5-7

Luxembourg, le 17 décembre 1887.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Luxemburg, den 17. Dezember 1887.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Avis. — Dépôt de mendicité.

Par arrêté de ce jour, le prix de la journée d'entretien d'un détenu au dépôt de mendicité de Luxembourg a été fixé à frs. 1,09 pour l'année 1886.

Luxembourg, le 8 décembre 1887.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Betteldepot.

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist der Preis des täglichen Unterhaltes für einen Häusling im Betteldepot zu Luxemburg auf Fr. 1,09 für das Jahr 1886 festgestellt worden.

Luxemburg, den 8. Dezember 1887.

Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté de ce jour, démission honorable est accordée, sur sa demande, à M. Jean Schockweiler d'Eischen, de ses fonctions d'échevin de la commune de Hobscheid.

Luxembourg, le 9 décembre 1887.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist dem Hrn. Johann Schodweiler von Eischen, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung als Schöffe der Gemeinde Hobscheid bewilligt worden.

Luxemburg, den 9. Dezember 1887.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats November 1887.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luzemburg.	Diekirch.	Wiltz.	Ettelbrück.	Echternach.	Nemich.	Merisch.	Grevenmacher.	Esch-a. d. A.
Weizen	Hectoliter	17 50	18 00	"	"	18 00	18 25	"	"	18 00
Mischelfrucht . . .	—	16 50	17 00	"	"	17 20	16 75	"	"	16 00
Roggen	—	14 50	15 00	15 00	18 00	15 00	"	"	"	14 00
Gerste	—	12 50	12 50	"	"	"	"	"	"	13 50
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideforn	—	"	13 00	12 50	"	"	"	"	"	"
Safer	—	8 50	6 50	6 98	6 50	7 50	7 75	"	"	8 00
Erbfen	—	13 00	"	"	"	18 20	18 00	"	"	"
Bohnen	—	24 00	"	"	"	17 60	"	"	"	"
Linfen	—	28 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	6 00	4 50	4 32	4 50	"	8 00	"	5 00	5 50
Weizen-Mehl	Kilogr.	0 55	0 40	0 40	0 45	0 37	0 38	"	0 36	0 40
Mischel-Mehl	—	0 45	0 38	0 34	0 35	0 33	0 34	"	0 32	0 32
Roggen-Mehl	—	0 40	"	0 28	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste . . .	—	0 75	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 30	2 60	2 75	2 50	2 52	2 40	2 50	2 70	2 70
Eier	Dugend.	1 15	1 10	0 95	0 90	1 06	1 20	0 95	1 10	1 30
Heu	100 Kilo.	11 60	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	7 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	13 00	"	"	"	"	12 50	"	"	"
Eichenholz	—	10 00	"	"	"	"	9 00	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochfenfleisch	Kilogr.	1 60	1 20	1 20	1 20	"	"	1 40	1 00	1 20
Rub- od. Rindfleisch	—	1 40	1 15	1 20	1 00	1 00	1 00	1 40	1 00	1 00
Kalb- fleisch	—	1 40	1 10	1 00	1 20	1 20	1 00	1 30	1 40	1 40
Lamm- fleisch	—	1 40	1 20	1 20	1 40	1 00	1 40	1 50	1 20	1 30
Schweinefleisch	—	1 60	1 40	1 40	1 20	1 20	1 20	1 50	1 40	1 60
ib. geräuchert.	—	2 20	"	"	"	"	"	"	"	2 00